

Analyse des facteurs explicatifs de la transposition des crises politico-sécuritaires de la Libye vers le Sahel

[Analysis of the explanatory factors of the transposition of the political and security crises from Libya to the Sahel]

Bokeka Lingoto Fortunat

Relations internationales, Université de Lubumbashi, RD Congo

Copyright © 2024 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The explanatory factors for the transposition of the political-security crises from Libya to the Sahel are endogenous and exogenous. Endogenous factors include the geopolitical configuration predisposed to the transfer of some situations from peoples straddling porous borders; the climate change that characterizes the region; the similarity of political regimes marked by dictatorship, the durability and longevity in power of heads of state, facing a population determined by the need for political alternation, ensure that crises leave one point towards others; the pre-existing secessionist desires in these countries were accentuated following the collapse of the Libyan state coinciding with the independence of South Sudan. Libya's geopolitical weight previously constituted a point of regional geopolitical balance, the collapse of which took away the beneficiaries of its stability. The underdevelopment which characterizes the collateral victims constituted an endogenous factor because of the poor living conditions which pushed the population to revolt. Corruption and misappropriation of funds cause the State to lose the means enabling it to assume its sovereign missions. The resurgence of terrorist groups and the inability of Sahel states to control the sale and circulation of weapons facilitate the multiplicity of crime in the region. As for exogenous factors, they refer to the ineffectiveness of multinational interventions, external interference through less effective unilateral interventions and Western political control that hamper conflict resolution initiatives in African countries.

KEYWORDS: Rainbow-crisis, Presirois, Dictatorship, Contagious, Interversion, Presirointial.

RESUME: Les facteurs explicatifs de la transposition des crises politico-sécuritaires de Libye vers le Sahel sont endogènes et exogènes. Les facteurs endogènes sont notamment la configuration géopolitique prédisposée au transfert de certaines situations à partir des peuples à cheval des frontières poreuses; le dérèglement climatique qui caractérise la région; la similitude des régimes politiques marqués par la dictature, la pérennité et la longévité au pouvoir des chefs d'Etat, en face d'une population déterminée par le besoin de l'alternance politique, font à ce que les crises quittent un point vers les autres; les velléités sécessionnistes préexistant dans ces pays se sont accentuées à partir de l'effondrement de l'Etat libyen coïncidant avec l'indépendance du Sud Soudan. Le poids géopolitique de la Libye constituait auparavant un point d'équilibre géopolitique régional, dont l'effondrement a emporté les bénéficiaires de sa stabilité. Le sous-développement qui caractérise les victimes collatérales a constitué un facteur endogène à cause des mauvaises conditions de vie ayant poussé la population à la révolte. La corruption et les détournements des fonds font perdre à l'Etat les moyens lui permettant d'assumer ses missions régaliennes. La résurgence des groupes terroristes et l'incapacité des Etats du Sahel de contrôler la vente et la circulation des armes facilitent la multiplicité de la criminalité dans la région. Quant aux facteurs exogènes, ils font référence à l'inefficacité des interventions multinationales, l'ingérence extérieure à travers les interventions unilatérales moins efficaces et le contrôle politique occidental qui entravent les initiatives de résolution des conflits dans les pays africains.

MOTS-CLEFS: Arc-en-crise, Présirois, Dictature, Contagieux, Interversion, Présirointiel.

1 INTRODUCTION

Le printemps arabe est le détonateur des crises libyennes allant de 2011 à ce jour. Ce vent révolutionnaire déferlera, comme nous allons le voir dans les lignes suivantes, trois régimes éternels au pouvoir [1] similaires des pays du Maghreb, à savoir les régimes tunisien, égyptien et libyen.

La circonstance de son coup d'envoi était la confiscation des légumes et fruits du jeune Mohamed Bouazizi par la police tunisienne le 17 décembre 2010 dans une bourgade de Sidi Bouzid. N'ayant pas digéré l'acte de la police, ce jeune tunisien jugea bon de s'auto-immoler devant le siège du gouvernement. Cette auto-immolation fut l'étincelle qui mit le feu à la poudrière, provoquant les soulèvements populaires en Tunisie. Les Tunisiens en colère descendent massivement dans la rue quatre semaines durant pour défendre leur dignité, et réclamer le départ du président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali. Le 14 janvier 2011, le raïs tunisien finit par prendre fuite vers l'Arabie Saoudite.

Onze jours après, le 25 janvier, les Égyptiens descendent à leur tour dans la rue dans les grandes villes du pays. Ils réclament à l'unisson le pain, la liberté, la justice sociale, et surtout le départ de leur raïs Hosni Moubarak. Le 10 février, le raïs Égyptien cède à la pression du peuple. Il démissionne du pouvoir et se réfugie à Charm El-Cheikh [2].

Le 12 février 2011, la contagion a atteint la Libye, à partir de Bengazi. Contrairement à ses deux homologues voisins qui n'ont pas confrontés les peuples, Kadhafi n'a pas voulu se plier au choix des libyens face à la réalité du moment. Le 22 février 2011, le Guide apparaît à la télévision d'Etat pour s'adresser aux libyens. Furieux, il menace les manifestants de les noyer dans une rivière de sang [3]. Le jour suivant, il passe à l'action en mitraillant les manifestants pour tenter les dompter. C'était une erreur monumentale et fatale de la part de Kadhafi, tel qu'un brocard latin prévient aux réactions intempestives *Ira Furor Brevis Est* [4]. Les manifestants libyens sont restés déterminés, et la situation se transforma en une guerre civile, sous la bannière du Conseil national de transition (CNT), créé instantanément en février 2011 à Bengazi. C'est ainsi que l'occasion était donnée aux Occidentaux sous le parapluie de la résolution 1979 d'intervenir en Libye sous prétexte de protéger la population civile. Mais cette intervention occidentale n'a pas pu songer la période post-conflit. Après le départ de celle-ci, le pays a rechuté dans des crises politico-sécuritaires qui ont conduit à son effondrement.

Cependant, on constate que la situation libyenne a fait longue haleine à travers des conséquences extraterritoriales manifestées dans la région qui lui est attachée au Sud, le Sahel. Quelques pays de la région: la Mali, le Burkina Faso, le Tchad, le Niger, et la Guinée ont été secoués par les crises politico-sécuritaires manifestées par des coups d'Etats, la guerre civile et la recrudescence du terrorisme islamique. Ce constat a suscité une curiosité qui pousse à s'intéresser à cette réaction en chaîne. D'où, le but de cette réflexion est d'inventorier et analyser les facteurs géopolitiques à la base de la transposition des crises politico-sécuritaires de la Libye aux cinq Etats sahéliens, victimes collatérales.

A cet effet, hormis cette introduction et la conclusion, la réflexion va se développer autour de deux points: le premier démontrera la transposition des crises politico-sécuritaires de la Libye vers les pays du Sahel susmentionnés, et le second décryptera les facteurs de celle-ci.

2 LES MANIFESTATIONS DE LA TRANSPOSITION DES CRISES POLITICO-SECURITAIRES DE LA LIBYE VERS LE SAHEL

Les pays sahéliens qui ont été victimes des dommages collatéraux des crises politico-sécuritaires libyennes sont au nombre de cinq que voici: le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et la Guinée.

2.1 LE MALI

La première victime collatérale de la transposition des crises politico-séculaires de la Libye vers le Sahel est le Mali. Après avoir fui la Libye à la suite de la chute de Kadhafi et son régime, les mercenaires Touaregs sont allés se réfugier au Mali. Là, ils se sont divisés en deux groupes. Les-uns ont voulu retrouver leur nationalité d'origine et prendre part au chapitre de la gestion du pays, et les autres se sont lancés dans le terrorisme en créant ou en adhérant des groupes djihadistes. C'est ainsi qu'en 2012, le Mali a connu une guerre civile qui était parvenue à la sécession de sa partie Nord causée par les rebelles de MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad), proclamant l'indépendance de l'Azawad. Combattu par l'Union Africaine et la communauté internationale, la rébellion fut arrêtée. Le pays a repris le contrôle du territoire national. Les élections présidentielles et législatives ont été organisées en 2013, amenant Ibrahim Boubacar Keita (IBK) au pouvoir avec un parlement démocratiquement élus.

Malheureusement, en 2015, la rébellion a refait surface au Nord et les actes terroristes ont resurgi et se sont rependus dans tout le pays. Les plus macabres de ces actes terroristes sont:

- L'attaque terroriste d'un hôtel situé à Tombouctou (Nord-Est) qui abritait des expatriés travaillant pour la mission multidimensionnelle intégrée de l'ONU (MINUSMA), laquelle a été menée par Al-Mourabitoune le 7 août 2015 et a fait 13 morts, selon un bilan officiel (deux Ukrainiens, un Népalais et un Sud-Africain) [5];
- L'attaque du restaurant « La Terrasse » du quartier Hippodrome de Bamako très fréquenté par les étrangers, laquelle été menée le 07 mars 2015 et a causé la mort de cinq personnes, dont trois Maliens, un Français et un Belge, et huit blessés dont deux Suisses [6];
- L'attaque du 20 novembre 2015 de l'hôtel Radisson Blu de Bamako qui avait causé au moins 21 morts et qui était revendiquée par Al-Mourabitoune [7];
- L'attentat suicide en janvier 2017 revendiqué par AQMI qui a causé au moins 77 morts et 115 blessés à Gao [8];
- etc

Après la réélection contestée du Président IBK en 2017, le Mali a été plongé dans une crise de légitimité donnant lieu à des manifestations populaires contre le régime d'IBK, lesquelles ont abouti au coup d'Etat d'Assimi Goita contre IBK en 2020.

2.2 LE BURKINA FASO

Le Burkina Faso est la deuxième victime collatérale des crises libyennes. Le pays des hommes intègres a connu une révolution populaire contre Blaise Compaoré en 2014; deux coups d'Etat militaires en 2022 à l'intervalle de huit mois: celui de janvier mené par Paul-Henri Sandaogo Damiba contre Roch Marc Christian Kaboré et celui de septembre mené par Ibrahim Traoré contre Paul-Henri Sandaogo Damiba. Ce pays a aussi connu la flambée des actes terroristes. Les plus éprouvants de ces actes terroristes sont les attaques terroristes de la terrasse du Cappucino et de l'hôtel Splendid le 15 janvier 2016 tuant 30 personnes, dont vingt-deux de nationalité étrangère [9].

2.3 LE TCHAD

La troisième victime collatérale des crises libyennes est le Tchad. Légendairement, la partie Nord du Tchad est connue comme la zone d'opposition et d'extrémisme depuis l'indépendance du Tchad. Les soldats tchadiens sont fréquemment ciblés par des attaques des terroristes de Boko Haram. Le 4 août 2021, au moins 24 militaires tchadiens avaient été tués et plusieurs blessés [10].

Au premier trimestre de l'année 2021, l'extrémisme s'intensifia avec des allures inquiétantes contre le régime de Deby. Ce dernier décida d'affronter personnellement les extrémistes sur le champ des hostilités. En avril 2021, le maréchal Idriss Deby laissa sa peau sur le champ de bataille. A l'occasion de l'annonce de son décès, un coup d'Etat militaro-constitutionnel fut mené par son fils Mahamad Deby.

2.4 LA GUINÉE

La quatrième victime collatérale des crises libyennes est la Guinée. Ce pays a connu un coup d'Etat militaire très ignominieux contre Alpha Condé en septembre 2021, suite à la contestation de sa réélection pour un troisième mandat à la magistrature suprême après avoir modifié la constitution du pays. En plus de cela, le pays a commencé à enregistrer sur son territoire des actes terroristes dans sa partie nord-est.

2.5 LE NIGER

Le Niger est la cinquième victime collatérale des crises libyennes. A partir de 2017, le pays a été fortement secoué par le terrorisme islamique. En juillet 2023, un président démocratiquement élu Mohamed Bazoum a été renversé par un coup d'Etat mené par le capitaine Abdoura Hamane Tchiani. Et jusqu'à ce jour (2024), Bazoum qui est sous détention du régime militaire qui l'a renversé. Même après ce coup d'Etat, le pays continue de subir la montée du terrorisme sur son territoire. Le ministre nigérien de la transition chargé de la défense nationale, Alkassum Indatou avait déclaré via l'Agence nationale de presse le 02 septembre 2023 que le pays a enregistré de 2013 à 2023, un effectif de 1 200 morts dans les attentats terroristes, dont 500 soldats et 700 civils. Selon les statistiques établies par le rapport du Secrétaire général de G5 Sahel présenté au Conseil de sécurité de l'ONU, il y a eu une augmentation de 68,4% des actes terroristes commis au Sahel dans la décennie 2010 à 2020 par rapport à la décennie 2000 à 2010 [11].

Le groupe le plus meurtrier du Sahel est la nébuleuse de Boko Haram. Il opère au Sahel, précisément au Niger et au Tchad. De 2015 à ce jour (2024), il a mené au Niger 91 attentats qui ont causés 1 120 morts; et au Tchad, 46 attentats ayant causé 518

morts. Ses cibles sont les civils, les établissements scolaires, la police, les militaires, le gouvernement, les églises, et les supermarchés [12].

3 LES FACTEURS ENDOGENES EXPLICATIFS DE LA TRANSPOSITION DES CRISES POLITICO-SECURITAIRES DE LA LIBYE VERS LE SAHEL

Les facteurs endogènes de la transposition des crises politico-sécuritaires de la Libye vers le Sahel sont les suivantes: la configuration géopolitique, le dérèglement climatique, la similitude des régimes politiques, les velléités sécessionnistes, le poids géopolitique de la Libye sous Kadhafi au Sahel, le sous-développement, la corruption et les détournements généralisés, la résurgence des groupes djihadistes, l'incapacité de contrôler la vente et la circulation des armes,...

3.1 LA CONFIGURATION GÉOPOLITIQUE

Dans ce premier point, nous voulons tirer trois aspects inclus dans les considérations géopolitiques: la topographie des frontières nationales, l'élément humain entre le point de départ de la crise (la Libye) et les points d'arrivées (le Mali, le Burkina Faso, le Tchad, le Niger et la Guinée), et la porosité desdites frontières qui constitue un cadre propice à la contrebande.

En ce qui concerne le premier aspect géopolitique lié aux frontières nationales, si on observe minutieusement la localisation topographique de la Libye (point de départ des crises) et celle des victimes collatérales sahéniennes (points d'arrivée), on se rend compte clairement de la configuration géopolitique prédisposée à la transposition de certaines situations socio-politiques, culturelles, sécuritaires et géographiques, voire sanitaires, d'un point à un autre. Au cas où ces situations sont indésirables, il revient au voisinage immédiat de mettre sur pied des mesures d'endigement pouvant les sécuriser. Dans le cas contraire, ledit voisinage se verrait contaminé.

Dans le cas d'espèce, la Libye est limitrophe conventionnellement au Sud de deux pays du Sahel: le Niger et le Tchad, qui, à leurs tours, sont voisins aux autres pays sahéniens. Le Niger partage des frontières conventionnelles avec le Burkina Faso et le Mali, le Mali avec la Guinée. C'est une configuration géopolitique d'interconnexion frontalière des territoires nationaux. Cette disposition est susceptible de véhiculer des crises entre voisins immédiats, les faisant basculer l'un après l'autre comme des pièces du jeu des dominos qui tombent en file suite à leur interconnexion.

En observant la trajectoire contagieuse des crises politico-sécuritaires au Sahel, partant de la Libye vers les pays de la région susmentionnée, elle donne la forme d'un arc. C'est ainsi que nous l'avons conceptualisé par l'expression « l'Arc-En-Crise » pour désigner le parcours itinéraire des crises politico-sécuritaires à l'étude. Cette trajectoire des crises politico-sécuritaires va de la Libye, passant par le Tchad, le Niger, le Mali, le Burkina Faso, jusqu'en Guinée, en prenant la forme d'un arc, de la Méditerranée à l'Atlantique.

De ces aspects géopolitiques liés au partage des frontières conventionnelles, l'élément humain intervient efficacement dans la transposition de l'insécurité et l'instabilité politique au sein de la région. Les frontières internationales ne coïncidant pas avec les frontières linguistiques, tribalo-ethniques, les limites méridionales de l'aire arabophone, Berbérophone, touarègues et l'aire Toubou de Tibesti passent par le Nord (Libye, le Maroc et l'Algérie) et aux Etats du Sahel, donnent lieu à formations des vastes ensembles fragmentés.

C'est à cause de certains peuples à cheval desdites frontières, vivant en Libye et dans différents pays du Sahel, qui communique, faisant passer une situation d'un pays vers les autres. Il s'agit notamment des Toubous, des Touaregs et des Berbères vivant à cheval des frontières de la Libye, du Mali, du Burkina Faso, du Niger, et du Tchad. Les Toubous se trouvent à cheval entre la Libye, le Tchad et le Niger. Les Berbères sont en Libye, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Niger, en Guinée et au Mali. Quant aux Touaregs, ces peuples nomades et pasteurs, s'éparpillent à cheval des frontières faisant jonction du Burkina Faso, du Mali, du Niger, l'Algérie et la Libye [8]. Ces peuples sont minoritaires dans les pays où ils vivent, et décrient la marginalisation à leur égard par les gouvernements. En Libye, les berbères représentent 6% de la population. Kadhafi considérait la berbérité comme une simple modalité de l'arabité, dont la revendiquer est une prétention réactionnaire qui nécessite d'être puni durement [13]. C'est ainsi qu'ils ont été les premiers au rang des manifestants du printemps arabe en Libye pour réclamer le départ de Kadhafi et son régime. Au Mali, les Touaregs revendiquent l'indépendance de leur région de l'Azawad parce que le gouvernement Malien ne prend pas soin de leur région [14]. Au Tchad, les Toubous se trouvent au nord, la partie légendairement extrémiste contre tous les régimes, parce qu'il cherche à retrouver leur unification avec ceux du Niger et de la Libye autour de leur propre Nation.

Malgré que ces peuples à cheval soient dispersés dans différents pays par défaut de traçages des frontières par les colons via l'acte de Berlin (1884-1885), sociologiquement, ils n'ignorent pas leurs origines. Ils fraternisent face aux problèmes des leurs se trouvant dans d'autres pays, en soutenant les revendications sécessionnistes par la voie de rébellion ou du terrorisme. Ils ont la facilité de se déplacer d'un pays à un autre par camouflage de race, de langue, et surtout par la porosité des frontières

nationales, des voies d'entrée et de sortie du territoire national qui caractérisent les Etats sahéliens en crise. Cette faiblesse profite aux terroristes, aux migrants irréguliers qui s'accompagnent des biens dangereux à la sûreté des Etats. Les raisons principales de cette porosité sont: le manque d'outils de pointe de surveillance; le manque du personnel qualifié et la corruption dans les services de contrôle, de sécurité, de renseignement et de mouvements migratoires (la Police, l'Armée, l'Agence Nationale de Renseignement, et la Direction Générale de Migration). Ils sont ainsi parce que, les-uns sont peu moins formés aux éventualités, et les autres très mal rémunérés. Dans ces conditions, ils se laissent corrompre par les narcotrafiquants et les trafiquants d'armes, voire les terroristes, facilitant ainsi la circulation de ces agents pathogènes de l'insécurité, d'un pays vers un autre.

Cette porosité des frontières fait appel au développement de la contrebande et laisse libre cours à celui-ci dans la région. Cette activité criminelle s'effectue mieux dans les entités qui échappent au contrôle de l'Etat là où il accuse des faiblesses administratives, parce que l'affaire tourne autour des produits stratégiques, sensibles à la santé humaine et la sécurité de l'Etat, tel que la cocaïne, l'héroïne, les armes à feu, des produits chimiques de fabrication des engins explosifs, et les organes humains. La contrebande est à la base de l'insécurité au Sahel de deux manières: premièrement, à cause du fait qu'elle est réalisée par des personnes qui n'hésitent pas à tuer pour réussir leurs opérations. Et deuxièmement, il y a un lien étroit entre les rebelles, les milices et contrebandiers dans le sens où, les contrebandiers fournissent aux rebelles les armes qui leur permettent de faire la guerre. Et avec les terroristes, les narcotrafiquants leur fournissent des produits chimiques pour la fabrication des engins explosifs. Les réseaux des trafiquants qui fait circuler des marchandises illicites provenant de la Libye, de l'Algérie et de la Mauritanie en destination du Mali, du Burkina Faso, du Niger, et du Tchad, sont principalement contrôlés par les djihadistes d'AQMI et d'Ansar Dine, et les rebelles Touaregs [15].

La contrebande dans la région du Sahel s'effectue à deux niveaux des réseaux interconnectés des acteurs locaux et internationaux. Les réseaux locaux sont gérés par des intervenants locaux: les transporteurs, les guides, les commerçants, les revendeurs, et les agents corrompus de l'administration publique en complicité avec certaines autorités des communautés locales. L'expansion du réseau au Niger, au Mali, au Tchad, au Burkina Faso et en Guinée est due à la présence des communautés touarègues et arabes qui vivent dans la bande sahélienne qui maîtrisent bien les différentes voies de communication, les endroits pour stocker et cacher les produits de la contrebande [16]. Les réseaux internationaux sont les cartels des narcotrafiquants qui ont les antennes dans différents pays du monde pour des activités clandestines. Par exemple les cartels latino-américains trafiquent la cocaïne; les cartels d'Asie, l'héroïne et l'opium; les personnels de liaison des usines européennes de fabrication d'armes ensemble avec les diasporas africaines installées en occident; et les mafias du Maghreb. Tous ces réseaux internationaux ont leurs facilitateurs de terrain. Il s'agit des branches mafieuses qui travaillent dans des chaînes de commandement pour des opérations économiques clandestines.

La plus patente de la collusion entre réseaux internationaux et locaux de la contrebande est « l'affaire d'Air Cocaïne » en 2009. Un Boeing 727 chargé de 10 tonnes de cocaïne en provenance du Venezuela vers Mali était atterri à Sinkrèbaka dans la région de Gao. Le cartel colombien avait collaboré avec des agents de l'aviation civile malienne. Les trafiquants locaux sahéliens avaient cheminé la cargaison aux différentes destinations finales. Grâce à ces réseaux établis en Mauritanie, en Algérie et au Maroc, des quantités importantes de cocaïne étaient sortis du Burkina Faso, du Niger, du Nigeria, et du Mali vers l'Europe pour le compte de narcotrafiquants colombiens et espagnols.

Nous pouvons bien visualiser la transposition sur base de la configuration géopolitique à travers le schéma reprise ci-dessous.

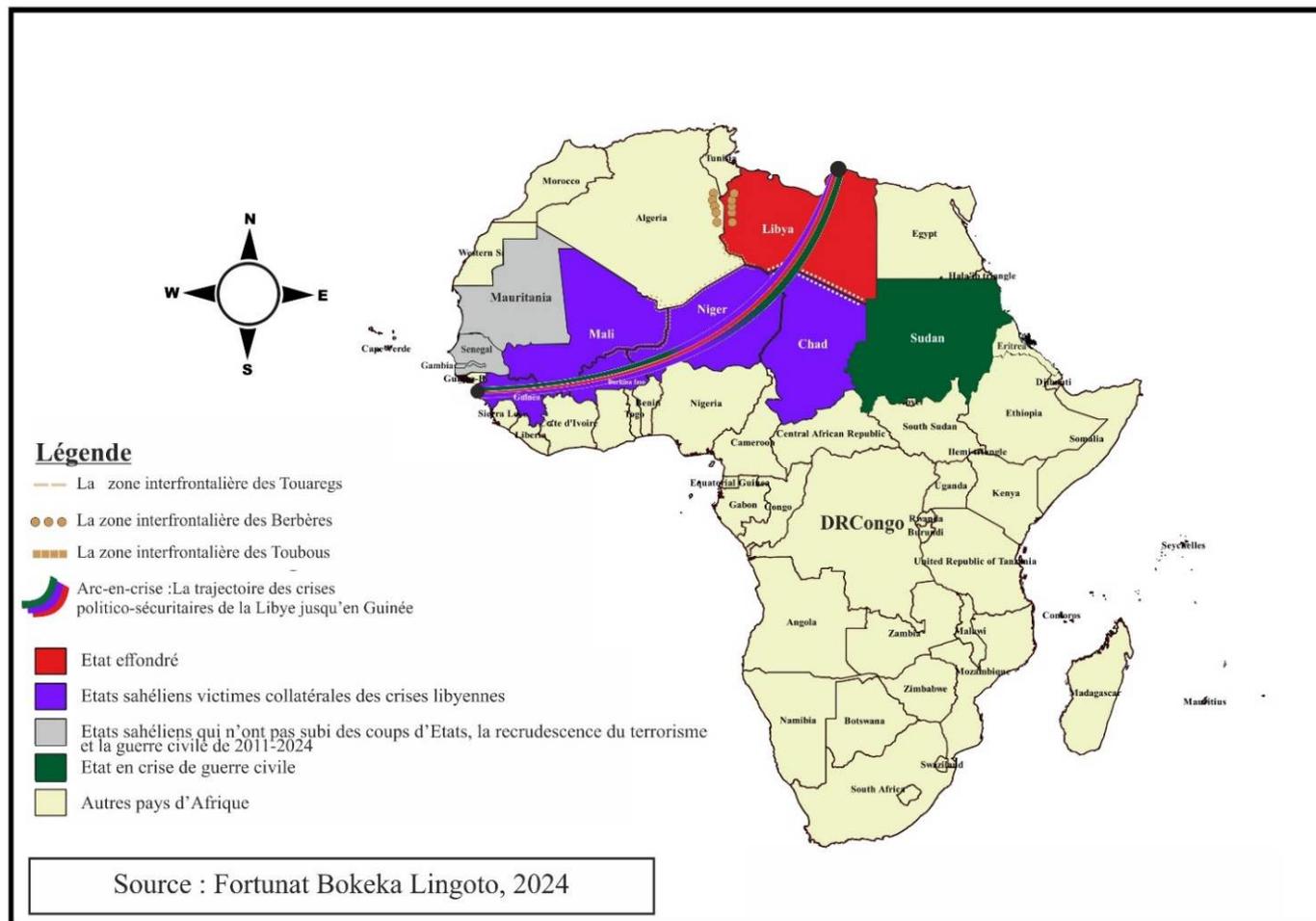


Fig. 1. La configuration géopolitique de la transposition des crises politico-sécuritaires de la Libye jusqu'en Guinée

3.2 LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

La quasi-totalité de la population sahélienne est musulmane et arabe. Leur produit agricole alimentaire de première nécessité est de la famille des céréales, principalement le blé. Les pays victimes des répercussions des crises libyennes ne produisent pas du blé eux-mêmes à cause de la sécheresse qui accentue la désertification. Ils l'importent de la Tunisie et l'Egypte qui connaissent la baisse de production suite à la sécheresse qui a handicapé l'agriculture depuis 2009. Lors du coup d'envoi du printemps arabe dans ces deux pays, parmi les revendications populaires, les voix se levaient pour réclamer « le pain » dont la hausse du prix provenait de la hausse vertigineuse du prix du blé qui avait amoindri en raison de 17,2% le pouvoir d'achat des Egyptiens et des Tunisiens; 22% pour les Libyens, et 31% chez les victimes collatérales sahéliennes [17]. Or, quand le producteur est en baisse de son rendement, il pensera avant tout à l'autosatisfaction qu'à l'exportation. C'est ainsi que, quand le prix du blé a doublé en Tunisie, en Egypte, en Libye un peu plus, il a triplé chez les importateurs sahéliens. Les gouvernements étant incapables de suppléer à la marge déficitaire du pouvoir d'achat de leurs peuples exposés en plein fouet à la famine, les voix se lèvent pour décrier l'incapacité du gouvernement face à l'une de leurs missions régaliennes.

3.3 LA SIMILITUDE DES RÉGIMES POLITIQUES

Il existe quelques aspects d'homogénéité entre le régime libyen de Kadhafi et ceux des victimes collatérales du Sahel. Cette similitude se vérifie à travers les aspects de la pérennité au pouvoir des chefs d'Etats, l'étouffement des principes démocratiques: l'arbitraire et la dictature, le musellement de l'opposition et la société civile, et l'empiétement constitutionnelle. Cependant, le détonateur des crises a pour dénominateur commun la posture des peuples fatigués de leurs éternels présidents, et cela a généré en eux le besoin d'expérimenter le changement de visage au sommet de leurs Etats.

La Libye, depuis son accession à l'indépendance le 24 décembre 1951 jusqu'aux événements de 2011, n'avait connu que deux régimes politiques: le premier régime du monarque Idriss I et le deuxième issu du coup d'Etat du 01 septembre 1969 mené par des jeunes officiers militaires chapeautés par Kadhafi qui a dirigé le pays pendant 42 ans. Ce deuxième régime a été caractérisé par la dictature, la centralisation et la concentration du pouvoir entre les mains du Guide. Il n'existait pas une constitution au vrai sens du terme. *Le livre vert* de Kadhafi faisait l'office de la constitution nationale. Profitant du vent du printemps arabe, la population longtemps aigrie du régime dictatorial saisit l'opportunité pour s'affranchir de l'emprise d'asservissement.

C'est presque la même expérience au Burkina Faso, suite à la révolution populaire, Blaise Compaoré était contraint de démissionner du pouvoir. Et au Mali et en Guinée, il s'agissait des manifestations populaires qui avaient donné l'occasion aux juntes militaires d'exécuter le coup d'Etat contre IBK et Alpha Condé.

Au Tchad, Idriss Deby s'était retrouvé au pouvoir par un coup d'Etat en 1990. Les élections qu'il organisait n'étaient que des farces. En 2005, Idriss Deby modifia la constitution pour se représenter à l'élection de 2006 et pour les autres à venir. La même année après l'élection critiquée d'irrégularité, des mouvements rebelles apparaissent et se regroupent en une alliance des forces unies pour le changement (FUC), provoquant une guerre civile. En avril 2006, ils attaquent N'Djamena, et furent repoussées, pour revenir en février 2008 avec force jusqu'à cerner le palais présidentiel. Se faisant chef suprême des armées, le maréchal Idriss DEBY finira par tomber sur le champ de bataille contre les extrémistes de son régime au Nord du pays après 31 ans au pouvoir. Son fils le succéda par un coup d'Etat constitutionnel. Il organisa au mois de mai 2024 l'élection présidentielle qu'il remporta avec 61% pour un mandat constitutionnel.

Au Mali, Ibrahim Boubacar Keita accède au pouvoir démocratiquement en 2013. Il termine impopulairement le premier mandat à cause de la corruption, des détournements de fonds, et de la résurgence du terrorisme au pays en 2015. Il organise les élections à sa propre succession entachées d'irrégularités, remettant en cause sa réélection. Au même moment qu'IBK fait face à la crise de légitimité, la rébellion reprend au Nord du pays et donne lieu aux soulèvements populaires qui aboutiront au coup d'Etat de 2020.

Au Burkina Faso, le pays avait connu un moment d'accalmie des coups d'Etat depuis celui de 1987 mené par Blaise Compaoré contre Thomas Sankara. Son régime fut caractérisé par la répression des opposants et la confiscation des droits et libertés du peuple. Désavoué par le peuple, Compaoré initia un projet de modification de l'article 37 de la constitution relatif à la limitation du nombre des mandats constitutionnels afin de se représenter à l'élection en 2015. Le 30 octobre 2014, il s'est vu chasser du pouvoir suite à un soulèvement populaire.

En Guinée, Alpha Condé prend le pouvoir démocratiquement en 2010. Il termine calamiteusement ses deux premiers mandats constitutionnels en 2020. Au cours de la même année, il modifie la constitution et s'offre un troisième mandat largement contesté par la population, contre laquelle il réserva des affreuses représailles au cours desquelles de nombreux militants sociaux et personnalités politiques ont été emprisonnés, et certains sont morts en détention [18]. Évoluant dans une crise d'illégitimité, le coup d'Etat le plus humiliant en de l'histoire d'Afrique est exécuté contre Alpha Condé le 05 septembre 2021, faisant traîner le président de la république dans les rues de la Conakry en singlet, sous le sarcasme de la population.

Ces régimes n'ont pas su faire la part des choses, entre la monarchie et la république. Dans un cadre d'étude panoramique sur tous le continent, Kilwa Sibumba Eustache s'est interrogé si les Etats africains postcoloniaux sont des monarchies ou des républiques déguisées en monarchies, du fait qu'il y a des républiques où les présidents ont fait plus de 15 à 35 ans au pouvoir [19]. Cela s'est vérifié même dans ce cadre restreint qui est le nôtre: Kadhafi passa 42 ans au pouvoir en Libye, 28 ans pour Blaise Compaoré au Burkina Faso, 31 ans pour Idriss Deby au Tchad. Au Mali et en Guinée, Ibrahim Boubacar Keita et Alpha Condé n'ont pas atteint 15 ans à cause de l'éveil des peuples et la force majeure des putschistes, malgré le vouloir manifeste de se pérenniser au pouvoir.

Cette similitude constitue un facteur de la transposition de l'instabilité politique et sécuritaire dans le sens où les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ce qui signifie, les mêmes situations provocatrices qui ont allumé le feu en Libye, une fois reproduites au Sahel, peuvent pareillement produire les effets similaires à ceux de la Libye.

De cette similitude, nous avons remarqué certaines réalités dans ces régimes qui sont incompatibles et inédites de ce qui est connu. Et là, nous avons pris soin de les qualifier de régimes Présirointiels. En effet, ce que nous savons est que dans une monarchie, le roi règne à vie au sommet de l'Etat. Dans une république, on trouve au sommet de l'Etat le président de la république qui dirige le pays avec un ou des mandat (s) constitutionnellement limité (s). Contraste, on remarque au sommet de certains pays du système républicain, des chefs d'Etats établis officiellement comme présidents de la république à vie, à l'instar du président chinois Xi-Ji Ping, du président éternel Nord-Coréen Kim Hill Sun, son fils successeur Kim Jong Hill qui a dirigé la Corée jusqu'à sa mort en 2011, et le troisième de la ligné du mont Pectou Kim Jong Un qui dirigent lui aussi le pays avec mandat illimité. Et d'autres, de leur côté, ne sont pas établis officiellement, mais ils s'imposent par un système dictatorial,

ou encore ont fait preuve de ne pas vouloir laisser le pouvoir tel que voulu par la constitution et le peuple. C'est le cas de chefs d'Etats qui ont sapé, modifié ou voulu modifier la constitution pour se pérenniser au pouvoir le plus longtemps possible. C'est l'exemple de Mouammar Kadhafi, Blaise Compaoré, Alpha Condé, Idriss Deby, de Mobutu Seseseko, Paul Biya, Paul Kagamé, et Théodore Obiang Ngema. Dans un tel contexte, comment peut-on qualifier ces régimes qui revêtent simultanément une double caractéristique de la monarchie et celles de la république ? Le concept répondant à cette double caractéristique est celui de *régime présiointiel*. Nous entendons par *régime présiointiel* un système dans lequel le chef de l'Etat exerce le pouvoir comme un roi dans une monarchie. Nous qualifions celui-ci de *Présiroi*. Ce dernier est le chef de l'Etat sans limite du mandat officiellement établi. C'est un président de la république à vie, avec un mandat illimité dans une république, à l'instar de ceux dont nous avons cité supra.

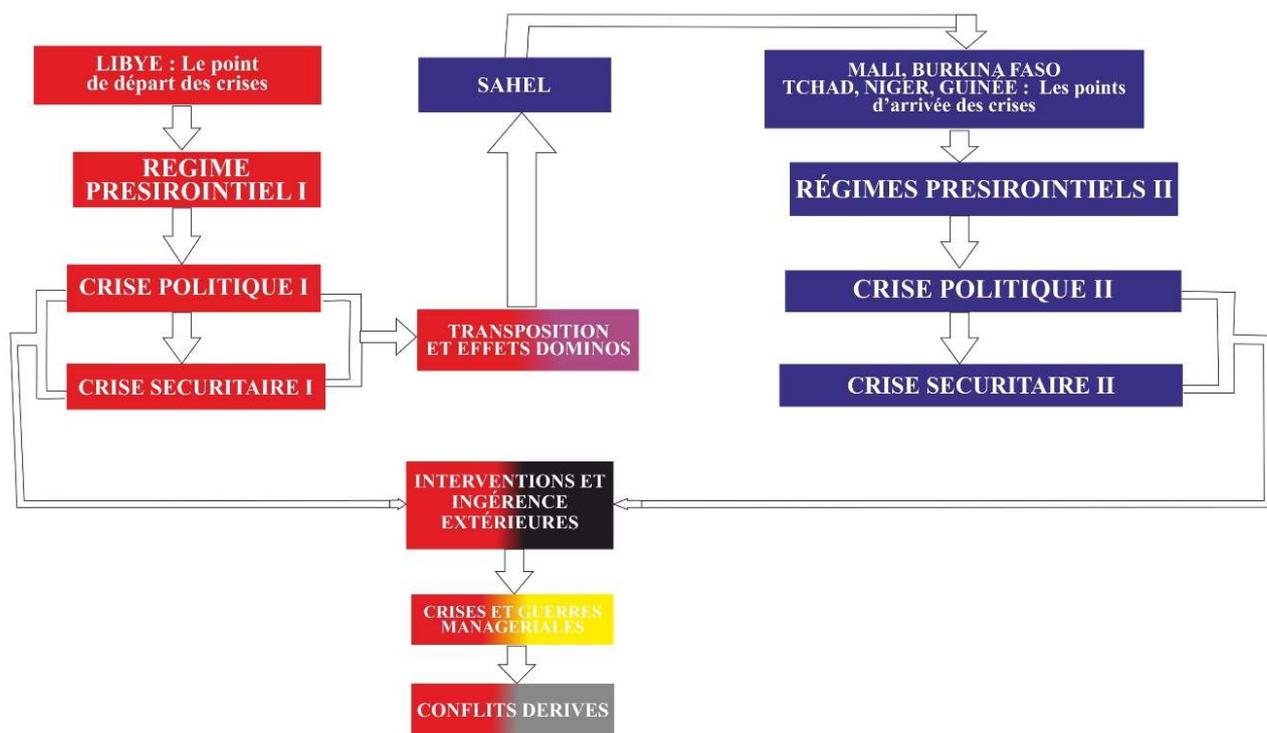


Fig. 2. Le schéma explicatif de la transposition des crises politico-sécuritaires de Libye vers le Sahel

Source: Fortunat Bokeka Lingoto (2024).

3.4 LES VELLÉTÉS SÉCESSIONNISTES AU SAHEL

Des vellétés sécessionnistes existent depuis plusieurs années au Sahel. Au Mali, le MNLA qui a destabilisé le Nord du Mali en 2012 est l'héritier du Mouvement populaire de libération de l'Azawad (MPLA) d'Iyad Ag Ghaly créé en 1988 et dont l'objectif était l'indépendance du territoire de l'Azawad [20]. Au Tchad, le Tibesti est historiquement une région frondeuse, berceau de plusieurs rébellions majeures depuis l'indépendance du Tchad, en 1960 [21].

Cependant, ces vellétés sécessionnistes ont pris inquiétantes à partir de la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, laquelle a coïncidé avec la sécession de la partie Sud du Nord donnant naissance à une nouvelle république indépendante (Sud Soudan). La sécession du Sud Soudan a constitué en effet une source de motivation pour les légendaires sécessionnistes maliens et tchadiens qui s'encouragent d'endurer afin de faire aboutir leurs revendications, comme cela a été le cas du Sud Soudan.

3.5 LE POIDS GEOPOLITIQUE DE LA LIBYE SOUS KADHAFI AU SAHEL

Kadhafi était un acteur constructif dans les accords de paix au Mali et au Niger. Ensemble avec la France, Kadhafi a sauvé le régime d'Idriss Deby menacé par les rebelles de FUC (Front uni pour le changement démocratique) en 2006 et 2008. La Libye sous Kadhafi était un Etat hégémon, avec un poids géopolitique réel au Maghreb et au Sahel. La force militaire et économique

qu'avait ce pays avec son Guide n'était pas moindre. S'il faut aller un peu loin, à peine une année et demi au pouvoir en 1971, Kadhafi a eu à sauver un régime, en interceptant avec ses avions de chasse sur les airs libyens, un avion en direction de Khartoum pour accomplir contre un coup d'Etat monté depuis Londres contre le Président soudanais Gaafar Nimeiry [22].

Du point de vue économique, la Libye avait non seulement des investissements directs étrangers dans les pays du Sahel [23], mais a été également une source d'emploi pour les immigrés étrangers des pays de la proximité: les Nigériens, les Soudanais, les Maliens, les Tchadiens, etc. La fin de Kadhafi et l'hécatombe en Libye a contraint les expatriés sahéliens à retourner désespérément dans leur pays, ne sachant quoi faire, si ce n'est que se lancer dans la criminalité, le terrorisme, ou la rébellion, à l'instars des Touaregs laïcs du MNLA au Mali, et de bien d'autres mouvements qui ont redynamisé le terrorisme dans tout le Sahel. La Libye était en fait un pilier d'équilibre géopolitique du Maghreb et du Sahel. Il est tout-à-fait évident que la chute brutale de ce pilier ait entraîné inéluctablement celles des parasites.

3.6 LE SOUS-DÉVELOPPEMENT

Le développement humain est évalué à travers les paramètres liés à l'alimentation, au logement, à la scolarité, à l'emploi, aux soins de santé et à l'expérience de vie. La vérification de ces paramètres de l'IDH dans les cinq pays sahéliens en crises donne des résultats très médiocres. Du point de vu alimentaire, dans tous le Sahel, 29 millions de sahéliens ont besoin d'assistance alimentaire [24]. Ce qui signifie qu'il existe une crise alimentaire au Sahel, laquelle peut constituer l'une des causes du taux élevé de la mortalité infantine au Sahel [25]. Pour les adultes, la moyenne mondiale de l'expérience de vie est d'environ 71 ans, alors qu'elle est de 52 ans au Mali [26]; 54 ans au Burkina Faso [27]; 51 ans au Niger [28]; 47 ans au Tchad [29]; et 59 ans en Guinée [30]. En ce qui concerne l'éducation, le taux d'alphabétisation est de 30% au Mali [31]; au Tchad, le taux d'analphabétisme est d'au moins 78% [32]; au Burkina Faso, le taux d'alphabétisation est évalué à 36% [33]; au Niger, le taux d'alphabétisation est d'environ 30 % [34] et en Guinée, le taux d'alphabétisation est de 30,4% [35]. Ces pays affichent du Sahel affichent un taux chômage élevés [36]. Selon le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de 2021-2022, le Mali est le 147^e sur 191 pays du monde en termes du développement économique et humain; la Guinée est le 182^e; le Burkina Faso est le 184^e; le Tchad est le 187^e [37]. Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde [38]. Au regard de ces indicateurs, il y a lieu d'affirmer que le Sahel est l'une des régions les plus sous-développées au monde.

Cette précarité des conditions de vie de la population est un facteur des tensions et des révoltes à l'interne. La population ayant perdu confiance en leurs autorités, elle est prédisposée à la révolte, laquelle s'extériorise par une sorte de transposition des crises d'un Etat à l'autre dans la mesure où, si elle commence dans un pays A, elle fera d'office l'objet d'incitation aux autres (B, C, D...) de la région qui sont dans la même situation.

3.7 LA CORRUPTION ET LES DETOURNEMENTS GENERALISES

La corruption et les détournements sont au centre des maux qui rongent la santé des Etats sahéliens à l'étude. A cause de la corruption des agents de services de renseignement, les groupes terroristes opèrent facilement contre l'Etat [39]. A cause des détournements des fonds, l'Etat est dépourvu des moyens pouvant lui permettre d'assurer ses missions régaliennes. Ces deux maux marchent souvent de pair: tous celui qui corrompt ou se laisse corrompre, détourne absolument, et celui qui détourne les biens publics corrompt ou se laisse corrompre inéluctablement. Ils commencent au sommet par les animateurs des institutions de l'Etat, et descendent jusqu'au bas niveau de fonctionnaires.

Au Mali, le régime d'IBK a été profondément marqué par l'utilisation abusive des fonds de l'Etat. A peine deux après au pouvoir, IBK avait détourné une somme de 353 milliards de FCFA au Mali [40]. C'était parmi les causes de son impopularité lors de l'élection de 2018. N'ayant pas été réélu, avait tenté de corrompre les agents de la CENI afin des résultats en sa faveur [41]. Et en ce qui concerne les élections législatives, les sièges des certains élus de l'opposition furent arbitrairement annulés au profit des proches du cercle du pouvoir [42]. Ce qui avait provoqué la contestation de la réélection d'IBK par les opposants bénéficiant du soutien du peuple. L'intensification de cette contestation durant deux semaines a conduit au coup d'Etat de 2020.

En Guinée, les deux premiers mandats de Condé ont été marqués par une corruption sans précédent au pays. Ne bénéficiant plus de la légitimité, il a fait recours à l'armée pour réprimer les opposants et la population civile. Après son renversement, Condé et son ex premier ministre Kassory Fofana ont fait objet des poursuites judiciaires pour les multiples détournements de fonds de l'Etat, l'enrichissement illicite et le blanchissement d'argent [43].

3.8 LA RÉSURGENCE DES GROUPES DJIHADISTES

Fuyant les représailles après la mort de leur mentor Kadhafi, les mercenaires Touaregs qui s'étaient enrôlés dans les forces pro-Kadhafi se sont déversés dans les pays de la bande sahélo-sahélienne avec des arsenaux d'armes qu'avait le Guide. Dans les pays où ils se sont déversés, la plupart d'entre eux se sont lancés dans le terrorisme en créant ou en adhérant aux groupes djihadistes; et leurs actes ont pris une ampleur croissante à partir de 2015. Les plus actifs de ces groupes djihadistes sont les suivants:

- Le MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest), autrement appelé Al-Mourabitoune, créé en 2013 par Mothtar Blmotntar. Les membres s'appellent « les signataires par le sang ». En ce qui concerne les objectifs du MUJAO, dans une vidéo postée sur Internet en janvier 2012, celui qui était présenté comme son porte-parole (ou encore comme son chef par d'autres sources), Hamma Ould Mohamed Kheyrou, alias Abou Qumqum, avait déclaré être en guerre contre la France qui est contre les intérêts de l'Islam. Il avait également ajouté que le djihad sera apporté partout où cela sera nécessaire et pour Dieu il faut être prêt à tout. L'imposition de la Charia dans toute l'Afrique de l'Ouest figure également au rang des desseins déclarés du groupe. Dans une autre interview, il a ajouté la nécessité d'instaurer la Charia et l'objectif du mouvement d'intégrer les jeunes de l'Afrique noire dans la dynamique du djihad. Il est ainsi clairement question d'une volonté d'exporter et d'étendre le djihad à l'Afrique subsaharienne [44] ;
- L'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), créé en 2007. Son objectif est de renverser tous les gouvernements laïcs du Sahel et instaurer des califats, et déstabiliser les pays occidentaux [45] ;
- L'ANSAR DINE, autrement appelé « les défenseurs de la religion, créée en 2012. Son objectif est d'islamiser tout le Sahel par le djihad et l'insurrection [46] ;
- BOKO HARAM qui est une secte armée radicale créé au Nigeria en 2002. Pour ce groupe, l'éducation occidentale est un péché [47]. Il revendique la création d'un Etat islamique au Nigeria fondé sur la charia.

Ces groupes trouvent leur financement auprès de certains Etats du Moyen-Orient: l'Arabie saoudite, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iran et l'Irak, et es prises d'otage dont la libération est conditionnée d'une rançon [48].

3.9 L'INCAPACITE DE CONTROLER LA VENTE ET LA CIRCULATIONS DES ARMES

Etant donné que les armes font partie des biens économiques, leurs producteurs se comportent comme tous les autres qui ont besoin d'un marché d'écoulement des produits. Pour qu'il y ait ce marché, il leur faut une situation qui crée l'état de besoin.

En ce qui concerne les producteurs des armes, c'est la guerre dans toutes ses formes qui crée ce besoin. Les plus grands vendeurs d'armes dans le monde sont: les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Unis, la Russie et la Chine [49].

Profitant de l'état de vulnérabilité des Etats sahéliens et l'absence d'une législation solide en matière de détention d'armes et de circulation dans ces Etats, la région est considérée comme un véritable marché à conquérir par tous les moyens. Pour d'autres produits, l'Afrique ne représente pas grand-chose pour ces vendeurs, sauf concernant les armes. Concernant la région à l'étude, Amnesty International révèle que les groupes portant allégeance à l'Etat islamique (AQMI, MUJAO,...) utilisent des armes de fabrication européenne, notamment serbe. Cette ONG internationale mentionne aussi leur utilisation par des milices pro-gouvernementales et évoque des circuits illégaux d'armements de ces groupes [50].

4 LES FACTEURS EXOGENES DE L'INSTABILITE POLITICO-SECURITAIRE DANS LA REGION DU SAHEL

Les facteurs exogènes qui ont provoqué la transposition des crises politico-sécuritaires dans la région du Sahel sont les suivants: l'inefficacité des interventions multilatérales en Libye et au Sahel, et l'ingérence extérieure.

4.1 L'INEFFICACITÉ DES INTERVENTIONS MULTILATÉRALES

L'intervention de la communauté internationale a constitué par la suite l'un des facteurs ayant accentué la crise en Libye, n'ayant pas pris soins de la période post-conflit qui a suivi la mort de Kadhafi. Par ailleurs, cette intervention n'a pas pu tenir compte de la feuille de route de l'Union africaine. Cette feuille de route s'articulait autour des points suivants: (i) cessation immédiate de toutes les hostilités; (ii) coopération de toutes les autorités libyennes compétentes pour faciliter la fourniture à temps opportun d'une assistance alimentaire aux populations qui en ont besoin; (iii) la protection des étrangers, y compris les travailleurs immigrés africains en Libye; et (iv) le dialogue entre les parties libyennes et la mise en place d'un gouvernement de transition consensuel et inclusif [51].

Après l'autorisation et le lancement de l'intervention multilatérale anticipée par les bombardements français, nombreux Chefs d'Etats africains étaient contre cette décision hâtive qui pouvait avoir des lourdes conséquences en matière de déstabilisation au Sahel et de dissémination du terrorisme dans les Etats riverains de la Méditerranée [52]. L'incidence directe de cette intervention superficielle est la faillite de l'Etat Libyen et sa partition en deux gouvernements rivaux Est-Ouest; la montée du terrorisme islamique et les dommages collatéraux au Mali, au Burkina Faso, au Tchad, au Niger et en Guinée.

En ce qui concerne les missions de l'ONU, le bilan de la quasi-totalité des interventions déployées en Afrique post-bipolaire est passif. Le premier problème qui se pose est autour de la nature des missions de l'ONU face à l'ampleur de la situation sur terrain. Vu la multi-dimensionnalité des crises au Sahel, dans un enchevêtrement entremêlant des acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux et l'incompatibilité des revendications des protagonistes, l'équation devient sans doute assez hardi à résoudre à cause de plusieurs inconnus. A premier vu, une fois un Etat est en crise sécuritaire, la mission que déploie l'ONU dans un premier temps est celle d'observation: les missions onusiennes en Afrique restent très souvent à la première phase de l'observation.

Au Mali, les autorités de transition ont demandé et obtenu le départ de la MINUSMA. Si des divergences d'opinions existaient déjà en coulisse entre le gouvernement de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta et l'ONU, les relations se sont sévèrement dégradées depuis l'arrivée des militaires au pouvoir à la faveur de deux coups d'Etat, en août 2020 puis mai 2021. Les nouveaux dirigeants ont ouvertement fustigé à plusieurs reprises l'« inefficacité » de la MINUSMA, incapable « d'apporter les réponses adéquates à la situation sécuritaire au Mali » et de « répondre aux impératifs de sécurité des Maliennes et des Maliens » [53].

Cette inefficacité des forces de maintien de la paix de l'ONU est aussi déplorée en RD Congo où la MONUSCO se voit reprocher de ne pas avoir protégé la population contre les attaques de militants armés [54]. Lors que la MONUC a été dépêché au Congo en 2001, le pays comptait 20 groupes rebelles. A ce jour, le pays compte 266 groupes armés, et plus de 20 milliards de dollars ont été dépensés [55].

Les pays les plus pondérant (principalement les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité) qui s'impliquent dans ces crises influent sur l'ONU, de sorte que les missions onusiennes deviennent compromettantes. La résultante directe de pareil comportement est que dans la région des Grands Lacs africains et au Sahel, en dépit des interventions onusiennes, les crises tendent vers des dimensions cycliques.

C'est ainsi que le Mali et la RD Congo ont décidé en 2023 d'expulser les missions onusiennes de leurs territoires. Ridiculisé à ce point, le Secrétaire général de l'ONU a déclaré de ne rien avoir dans l'agenda de l'organisation, un pays à intervenir jusqu'à nouvel ordre, d'après une redéfinition claire des natures et objectifs des interventions onusiennes dans le monde.

4.2 L'INGÉRENCE EXTÉRIEURE

L'ingérence que l'Afrique a toujours décriée est celle des occidentaux, sur les plans politique, militaire, économique. Mais dans le cas de la Libye et les cinq victimes collatérales sahéliennes, il n'y a à présent pas seulement les occidentaux, mais aussi d'autres pays du Moyen et Extrême Orient qui ont trouvé l'occasion d'expérimenter ou d'exprimer leur puissance ou leur puissance moyenne (le Qatar, les EAU, la Turquie, l'Egypte).

4.2.1 LES INTERVENTIONS MILITAIRES UNILATÉRALES

L'une des interventions unilatérales auxquelles nous faisons allusion dans le cadre de cette analyse est celle dénommée l'harmattan autorisée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci avait pour objectif d'appliquer les dispositions de la résolution 1973 du Conseil de sécurité susmentionnée, à savoir faire respecter la zone d'exclusion aérienne (no fly zone – NFZ) pour empêcher les aéronefs du colonel Kadhafi de bombarder la population, et de protéger la population libyenne des attaques des forces de Kadhafi. Pour atteindre ces objectifs, les moyens de la coalition, en particulier les moyens aériens: conduisent des missions d'interdiction aérienne: il faut détecter les aéronefs qui volent dans la NFZ et être en mesure de les neutraliser; doivent réduire les capacités de défense, en particulier sol-air, des forces de Kadhafi, pour permettre aux aéronefs de la coalition de faire respecter la NFZ en sécurité; conduisent des frappes sur des objectifs militaires qui peuvent menacer la population libyenne [56].

De bout en bout de l'intervention de la communauté internationale de 2011 en Libye, la France était restée en pointe. L'aviation française était d'ailleurs à l'origine de la capture de l'ex-dirigeant libyen. Avant même que l'OTAN réagisse, le ministre français de la Défense avait expliqué que les avions français avaient stoppé le cortège de véhicules où se trouvait le colonel en fuite [57].

En analysant de près la situation en Libye, nous sommes tenté de soutenir que ce qui comptait pour la France n'était pas principalement la protection des civiles, mais plutôt l'exécution d'un agenda non avoué de Nicolas Sarkozy: en finir avec Mouammar Kadhafi. Certains faits permettent de soutenir notre position. En effet, au cours d'une conférence de presse à Ankara en 2011, l'ancien président français s'était prononcé pour le départ de Kadhafi: « notre position est claire: M. Kadhafi doit partir... » [58]. Pour certains observateurs, la détermination de Nicolas Sarkozy de vouloir mettre fin à tout prix au régime du guide libyen se justifie: « c'est parce qu'il voulait se débarrasser d'une affaire devenue trop encombrante que Nicolas Sarkozy, en 2011, aurait plaidé de toutes ses forces en faveur d'une intervention en Libye. La défense des populations libyennes n'était qu'un cache-sexe. Il s'agissait pour l'ancien président de la République française d'éloigner les témoins gênants, au premier rang desquels le colonel Kadhafi. Quitte pour cela à plonger le pays dans le chaos le plus complet et à le « livrer aux djihadistes » » [59]. A cet effet, rappelons qu'en 2011, peu avant l'intervention militaire en Libye, Mouammar Kadhafi avait affirmé que Nicolas Sarkozy l'a trahi. Il avait déclaré: « c'est nous qui lui avons fourni les fonds qui lui ont permis de gagner les élections. [...] Il est venu me voir alors qu'il était ministre de l'Intérieur. Il m'a demandé un soutien financier. Et on l'a soutenu » [60].

En Libye, depuis le déclenchement de la deuxième guerre civile de 2014, un bon nombre de pays y ont chacun envoyé leurs combattants. Les interventions de certaines puissances étrangères, notamment certains pays du Golfe comme le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et la Turquie, nous permettent de comprendre l'intérêt et l'enjeu que représente la Libye pour les pays interventionnistes:

- **La Turquie** qui soutient le GNA, est en train d'étendre son influence dans la région et en Méditerranée en particulier, avec notamment une implication dans la guerre en Syrie. En Libye, Ankara a fourni des conseillers militaires au GNA et y a également envoyé des miliciens syriens supplétifs de la Turquie, des drones et des systèmes de défense anti-aérienne. Ankara et le GNA ont signé en novembre un accord de « coopération militaire et sécuritaire » et un accord de délimitation maritime qui permet à la Turquie de faire valoir des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale, riches en hydrocarbures et convoitées par d'autres pays
- **Le Qatar**, mis à l'écart par ses voisins arabes du Golfe et l'Égypte qui l'accusent de soutenir des mouvements islamistes radicaux et de s'être rapproché de l'Iran, soutient également le GNA. Sur le terrain libyen le riche petit émirat gazier est ainsi en concurrence avec les Emirats arabes unis qui appuient le maréchal Haftar, tout comme l'Égypte
- **La Russie** de Vladimir Poutine étend elle aussi son influence dans la région, notamment en Syrie. En Libye, des mercenaires ayant des liens avec la société privée Wagner, considérée comme proche du président russe, sont engagés dans les combats aux côtés du maréchal Haftar. Le groupe Wagner a soutenu les forces pro-Haftar avec « des opérations de combat et d'influence », des snipers et un appui technique
- **Les Emirats arabes unis**, riche pays pétrolier du Golfe, a soutenu le maréchal Haftar pendant des années avec des avions de combat, des drones chinois et autres types d'armement moderne. Les Emirats accusent le GNA d'être proche des Frères musulmans, à l'égard desquels Abou Dhabi a une politique de tolérance zéro. Ils seraient avec d'autres monarchies arabes du Golfe en train de financer l'intervention du groupe Wagner
- **L'Égypte**, soucieuse de sécuriser ses frontières poreuses, a longtemps soutenu le maréchal Haftar dans l'Est de la Libye. Les relations avec Ankara sont tendues depuis que M. Sissi est arrivé au pouvoir en 2013 après avoir destitué Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans, soutenus par Ankara
- **La France** reconnaît avoir apporté du renseignement au maréchal Haftar mais réfute tout soutien militaire dans son offensive contre Tripoli. Pour la France, la stabilisation de la Libye est fondamentale pour la sécurité de l'Europe et le Sahel
- **L'Italie**, ancienne puissance coloniale jalouse de son influence et de ses intérêts économiques notamment pétroliers, soutient le GNA en Libye, un soutien qui aurait également pour priorité l'assèchement des flux de migrants [61]

En analysant les visées politiques et économiques en termes d'enjeux, on se rend compte que tous ces Etats poursuivent trois buts à savoir: le renforcement de leurs influences internationales; tirer des avantages économiques des échanges commerciaux avec le nécessaire; et avoir la mainmise sur le pétrole libyen et l'uranium que regorgent les sous-sols des cinq victimes collatérales sahéniennes [62]. C'est de cette manière que la Libye est devenue comme un marché à conquérir et à conserver. Pour ces intervenants, ils ne souhaiteront pas que la Libye se rétablisse, sinon ils perdront leur marché. C'est ainsi que l'équation devient difficile sans issues.

Au Mali, suite à la guerre civile et au terrorisme qui avaient secoué le pays dans sa partie Nord en 2012, la France est intervenue en 2013 à travers l'opération Serval qui avait trois objectifs, à savoir: stopper l'offensive des Touaregs et djihadistes au Nord; empêcher la chute de Bamako; assurer la sécurité des français et européens vivant au Mali. En somme, l'opération avait tant soit peu atteint ses objectifs avec l'appui de la CEDEAO, à tel enseigne que, sur le plan politique, le pays a réussi à organiser les élections présidentielle et législatives, amenant Ibrahim Boubacar au pouvoir avec un parlement

démocratiquement élu. Mais c'est comme si la France ne voulait qu'atténuer la teneur de la situation pour distraire le Mali, préparer un rebondissement et passer à une autre intervention avec un champ plus large [63]. Et c'est cela le plan français de maintien du statu quo des crises au Sahel pour marteler l'importance de sa présence dans la région. Suite à la résurgence du terrorisme dans tous le Sahel, la France a élargi le champ de son intervention dans la région par l'opération Barkhane incluant le Mali, le Burkina Faso, le Niger le Tchad et la Mauritanie, les membres du G5-Sahel. Toutefois, cet élargissement, n'aura pas de point d'appréciation. Jusqu'à ce que les concernés la remettent en cause. Lancé le 1^{er} août 2014, Barkhane avait pour mission de lutter contre le terrorisme [64]. Après juste un an de son lancement, en 2015, il y eut la recrudescence du terrorisme chez les membres du G5 Sahel, excepté la Mauritanie [65].

Par ce manque des résultats, les voix des populations des pays du G5 Sahel se sont levées pour décrier la présence des troupes françaises. Au Mali, après les attaques à Bamako, à Tombouctou, à Kidal et à Gao, la France a perdu le contrôle. En voulant chercher à redorer les blasons ternis, elle s'est enfoncée davantage dans l'incrédibilité, en lançant des attaques aveugles sur les paisibles citoyens, comme celle du 03 janvier 2021 au cours de laquelle les troupes de Barkhane a attaqué les Peules, les Tabitals, les Pulaakus, et les Dénos qui festoyaient un mariage au siège leur association culturelle. Pour leur part, les troupes françaises de Barkhane avaient réfuté les accusations, allant jusqu'à remettre en cause les témoignages des rescapés confirmés par des enquêtes onusiennes.

Avant que le régime transitionnel malien ne décide du départ des troupes françaises, ce fut d'abord le peuple malien qui avait contesté la présence inutile de Barkhane. Par la suite, les enquêtes menées par les services de renseignement exhibent les correspondances téléphoniques, les messageries codées et les agents de liaisons entre les responsables de Barkhane et les chefs des djihadistes [66]. C'est ainsi que Barkhane quitta le territoire malien le 15 août 2022.

Au Burkina Faso, la population et les autorités de transition se sont rendus compte du manque du changement de la situation sécuritaire et ont demandé la fin de Barkhane au pays le 23 février 2022.

Au Niger, après le dernier coup d'Etat de septembre 2022 au Burkina Faso, il y avait des avertissements tel qu'un autre de plus au Sahel marquerait la fin de Barkhane, et de la présence des troupes américaines au Niger, en raison de manque des résultats, et par surcroît le sentiment néocolonialisme sous-jacent de la France dans toutes ses anciennes colonies [67]. Et, c'est au mois de mars 2024 que les troupes américaines ont quitté le Niger.

Au Tchad, après la mort d'Idriss Deby, le régime transitionnel a organisé des assises de dialogue avec toutes les couches sociales du pays au Qatar en 2022 pour la préparer un gouvernement d'union nationale de transition pouvant conduire aux élections. Voulant tout parrainer dans ses anciennes colonies, la France critiqua négativement les assises sous une forme d'incitation des opposants et la société civile au boycott de l'initiative. Ces critiques négatives françaises découlent du fait que le Tchad s'était orienté vers une autre direction que celle de l'Élysée. Ces dernières ont été qualifiées d'acte d'ingérence mal digéré par le pouvoir de N'Djamena qui avait formulé une mise en garde à l'égard de l'Élysée.

Bref, les interventions françaises semblent être perçues comme une mise sous tutelle des États, une forme de néocolonialisme [68]. Les interventions des occidentaux en Afrique, de manière générale, ne donnent pas des bons résultats à cause de la double carte que ces dernières jouent entre les protagonistes. Leurs priorités sont les intérêts à tirer derrière les crises. Lorsque ces intérêts priment sur la résolution d'une crise, cette dernière a du mal à trouver une issue à cause des enjeux qu'elle présente face aux intervenants extérieurs.

4.2.2 LE CONTRÔLE POLITIQUE

Il existe un certain étouffement des droits et libertés du Sud à disposer d'eux-mêmes par le Nord. C'est ce que nous qualifions ce fait de dictature hémisphérique. Dans l'histoire politique postcoloniale des pays africains, la majorité des chefs d'Etat africains qui ne se sont pas fait dociles aux occidentaux, ont été combattus par ces derniers. Leurs régimes ont été démantelés par des coups d'Etat orchestrés par les occidentaux en complicité avec les putschistes.

Kadhafi fut combattu par les occidentaux tout au long de son pouvoir jusqu'à être abattu en 2011 à cause de sa vision et sa détermination pour le bien de son pays, diamétralement contradictoires avec les intérêts occidentaux. Au Mali, Le premier chef d'Etat Modibo Keita était renversé par le coup d'Etat du 19 novembre 1967 mené par le lieutenant Moussa Traoré, soutenu par les Français [69]. En Guinée, les putschistes du dernier coup d'Etat de 2021 ont été soutenus par les français qui commençaient à être à couteau tiré avec Alpha Condé [70]. Au Burkina Faso, Marc Kaboré avait décrié l'empirement de la situation sécuritaire en dépit de la présence des troupes françaises. C'est ainsi que la France avait soutenu Paul-Henri Sandaogo Damiba pour exécuter le coup d'Etat contre Marc Kaboré.

Au regard de ce qui précède, nous constatons que la France, pour garantir ses intérêts, est prête à tout faire, même jusqu'à soutenir des dirigeants africains dictateurs et avides de pouvoir. Ce qui compte est qu'ils leur soient dociles et garants de leurs

intérêts en Afrique pour ils sont soutenus, quels que soient leurs impondérables aux pays devant leurs peuples. Leur dictature, corruptions et détournements ne sont pas chantés par les médias occidentaux. Les exemples typiques sont le cas de Paul Kagamé du Rwanda, soutenu par les américains et l'Union Européenne depuis 2000; Paul Biya soutenu par les français alors qu'il est président du Cameroun depuis 1982; Théodore Obiang de la Guinée Equatoriale soutenu par la France alors qu'il est à la tête du pays depuis 1979.

Cela ne signifie guère qu'au Rwanda, au Cameroun et en Guinée Equatoriale, il n'y a pas ceux qui sont contre ces régimes dictatoriaux et ces « *Présirois* [71] ». Mais tout simplement, ces *Présirois* sont soutenus par les occidentaux parce qu'ils leur sont dociles, fidèles et font le gardiennage de leurs intérêts en Afrique. Ces *Présirois*, dans leurs pays respectifs font ce qui leur semble bon: ils détournent, corrompent, torturent leurs peuples et opposants. A contrario, ceux qui portent l'étiquette nationaliste, défenseurs de leur souveraineté nationale, mais ne s'alignent pas derrière l'idéologie occidentale, sont pourchassés, inquiétés et même tués.

Il est de toute évidence de souligner que si certains dirigeants africains échouent de bien gouverner leurs pays, c'est par ce qu'ils sont au service des puissances prédatrices qu'ils craignent au risque de perdre leurs pouvoirs et leurs vies. Ils les considèrent comme des véritables sources de leur pouvoir et leur permet de le conserver. Ils se voient menacés et ont peur d'être inquiétés, traqués, reversés, voire tués lorsqu'ils ne s'alignent pas derrière les positions occidentales. De ce fait, pusillanimes qu'ils sont, ces dirigeants africains relèguent au second plan les intérêts de leurs peuples.

5 CONCLUSION

L'objectif de cette analyse a consisté à découvrir les facteurs qui ont rendu possible la transposition des crises politico-sécuritaires de la Libye au Sahel, précisément au Mali, au Burkina Faso, au Tchad, au Niger et en Guinée. La démarche entreprise a conduit à distinguer les facteurs endogènes et exogènes.

Dans l'ordre des facteurs endogènes, on s'est rendu compte que la configuration géopolitique en rapport avec le partage des frontières conventionnelles allant de la Libye, passant au Tchad et le Niger, le Mali, le Burkina Faso jusqu'en Guinée, est une topographie prédisposée à la transposition des crises véhiculées par les peuples à cheval des frontières: les Touaregs, les Berbères, et les Toubous. Ces peuples propagent la criminalité transfrontalière à cause de la porosité des frontières des Etats.

Un autre facteur endogène est la similitude des régimes politiques marqué par la dictature, la pérennité et la longévité au pouvoir et l'empiètement constitutionnelle par les chefs d'Etat des pays sahéliens. Les velléités sécessionnistes ont aussi constitué un facteur de la transposition des crises politico-sécuritaires de la Libye vers le Sahel par l'idée de vouloir l'exemple de l'indépendance du Soudan du Sud.

Le poids géopolitique de la Libye à l'époque de Kadhafi constituait une base d'appuis et de stabilité des autres pays voisins. Sa chute a emporté ceux qui se maintenaient grâce à lui. Ces pays sahéliens ont basculé dans des crises parce qu'ils étaient intrinsèquement faibles économiquement, et par rapport aux indices du développement humain, accentués par la corruption et les détournements de fonds. Ces derniers ruinent ces Etats en les dépossédant des moyens qui peuvent leur permettre d'assumer leurs missions régaliennes.

En ce qui concerne les facteurs exogènes, ils font référence à l'inefficacité des interventions multilatérales, notamment celles de l'ONU qui obéissent à l'influence des cinq membres permanents, laquelle compromet les missions onusiennes. Ces facteurs exogènes font aussi référence à l'ingérence de certains Etats sur les plans politique et militaire.

REFERENCES

- [1] Le Courrier International, *Le printemps arabe vu par la presse arabe*, N°1058, [11].
[Online] Available: <https://www.courrierinternational.com/magazine/2011/1058-le-printemps-arabe-vu-par-la-presse-arabe> (22 février 2022).
- [2] Ping., J., *Eclipse sur l'Afrique: faillait-il tuer Kadhafi ?*, Paris, Essai Michalon, 2014, p. 92.
- [3] Ping., J., *Op. cit.* p.94.
- [4] Maxime d'Horace qui signifie « la colère est une courte folie ».
- [5] Mathieu, Olivier, *Mali: une menace terroriste omniprésente, du Nord au Sud*, 2015.
[Online] Available: <https://www.jeuneafrique.com/280281/politique/mali-menace-terroriste-omnipresente-nord-sud/> (07 juillet 2024).
- [6] Jeune Afrique, *Mali: cinq morts dans un attentat à Bamako, deux suspects interpellés*, 2015.
[Online] Available: <https://www.jeuneafrique.com/226283/politique/mali-cinq-morts-dans-un-attentat-bamako-deux-suspects-interpell-s/> (07 juillet 2024).

- [7] Radio France internationale, *Ce que l'on sait de l'attentat à l'hôtel Radisson de Bamako*, 2015. [Online] Available: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/2min/20151120-attentat-mali-hotel-radisson-blu-bamako-al-mourabitoun-terrorisme-al-qaida> (07 juillet 2024).
- [8] Jeune Afrique, *Mali: l'attentat-suicide contre la base militaire de Gao a fait au moins 77 morts*, 2017. [Online] Available: <https://www.jeuneafrique.com/395408/politique/mali-lattentat-suicide-contre-base-militaire-de-gao-a-77-morts/> (07 juillet 2024).
- [9] Salma Niasse-Ba, *Attentat de Ouagadougou: qui sont les 30 victimes des attaques du 15 janvier*, 2016. [Online] Available: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/01/20/ouagadougou-qui-sont-les-30-victimes-des-attaques-du-15-janvier_4850730_3212.html (23 juin 2024).
- [10] Kum, Peter, *Tchad: une dizaine de soldats tués dans une attaque de Boko Haram (officiel)*, 2022. [Online] Available: <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tchad-une-dizaine-de-soldats-tu%C3%A9s-dans-une-attaque-de-boko-haram-officiel/2745286> (07 juillet 2024).
- [11] Rapport du Secrétaire général sur la force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, présenté au Conseil de sécurité des Nations Unies S/2020/870, octobre 2020.
- [12] Reynié. D., et All., *Les attentats dans le monde de 1979 à 2019*, Paris, Fondation pour l'innovation politique 2019, p.37.
- [13] Gourdin, Patrice, *Touaregs du Mali. Des hommes bleus dans une zone grise*, 2013. [Online] Available: <https://www.diploweb.com/Touaregs-du-Mali-Des-hommes-bleus.html> (18 décembre 2022).
- [14] Dumortier. B., et All., *L'Afrique: du Sahel et du Sahara à la Méditerranée*, Paris, Armand Colin, 2017, 63.
- [15] *Le fantôme du Sahel*. [Online] Available: <https://www.youtube.com/watch?v=RHLQ0ZxJq8g> (18 décembre 2022).
- [16] *Global Organized Crime Index, GI-TOC*. [Online] Available: <https://africa.ocindex.net/> (11 juillet 2024).
- [17] FAO, *Situation alimentaire mondiale: indice des prix des produits alimentaires*. [Online] Available: <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpriceindex/fr> (17 septembre 2022).
- [18] Zounmenou, D., *La Guinée peut-elle éradiquer les coups d'état de sa culture politique ?* [Online] Available: <https://issafrica.org/fr/iss-today/la-guinee-peut-elle-eradiquer-les-coups-detat-de-sa-culture-politique> (consulté le 08 mai 2024).
- [19] Kilwa Sibumba E., *Analyse de la forme des gouvernements postcoloniaux en Afrique: des monarchies déguisées en républiques ?*, International Journal of Innovation and Applied Studies, Vol.24, N°4, pp. 1567-1578, Novembre 2018. [Online] Available: <https://ijias.issr-journals.org/abstract.php> (11 juillet 2023).
- [20] Comité Afrique, *Mali: du combat pour l'Azawad au combat tribal*, 2016. [Online] Available: https://jeunes-ihedn.org/wp-content/uploads/2016/11/Afrique-Article-Mali_DMG_vu-CF-2-FINAL-PUBLI-PAPIER.pdf (05 juillet 2024).
- [21] Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), *Tchad: situation sécuritaire dans la région du Tibesti*, Berne, Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), p.19, 2022. [Online] Available: https://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Afrika/Tschad/220824_TSCH_situation_Tibesti.pdf (05 juillet 2024).
- [22] Programme alimentaire mondial, *Rapport annuel sur la situation de l'insécurité alimentaire combine aux événements violents au Sahel*, Juin-Août 2021.
- [23] Berber, Myriam, *La Libye, investisseur en Europe et en Afrique*, 2011. [Online] Available: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20110222-libye-investisseur-europe-afrique> (07 février 2024).
- [24] Otayek, R., *La politique africaine de la Libye*, Paris, Karthala, 1986. p.41.
- [25] *Sahel: vers une prise de conscience du fléau de la malnutrition*. [Online] Available: https://ec.europa.eu/echo/files/media/publications/nutrition_sahel_fr.pdf (25 octobre 2023).
- [26] *Mali Population*. [Online] Available: <https://countrymeters.info/fr/Mali> (11 juillet 2024).
- [27] *Burkina Faso Population*. [Online] Available: <https://countrymeters.info/fr/Burkina-Faso-Population-2023-countrymeters>, (25 octobre 2023).
- [28] *Niger Population*. [Online] Available: <https://countrymeters.info/Niger-Population-2023-countrymeters>, (25 octobre 2023).
- [29] *Tchad Population*. [Online] Available: <https://countrymeters.info/Tchad-Population-2023-countrymeters> (25 octobre 2023).
- [30] *Guinée Conakry*. [Online] Available: <https://www.larousse.fr/pays/Guinee-conakry-population-2023> (25 octobre 2023).
- [31] *% des maliens ne sont pas alphabétisés*, 2022. [Online] Available: <https://www.studiotamani.org/114812-les-femmes-sont-les-moins-alphabetisees-au-mali-selon-la-direction-nationale-de-leducation-non-formelle-et-des-langues-nationales> (25 octobre 2023).
- [32] *Tchad: un taux d'analphabétisme d'au moins 78%*, 2023. [Online] Available: https://www.alwihdainfo.com/Tchad-un-taux-d-analphabetisme-d-au-moins-78_a126165.html (05 juillet 2024).
- [33] *Burkina Faso: taux d'alphabétisation*. [Online] Available: https://www.indexmundi.com/fr/burkina_faso/taux_d_alphabetisation.html (05 juillet 2024).

- [34] *L'alphabétisation de la femme nigérienne: quels avantages pour son inclusion ?*, 2022. [Online] Available: <https://www.studiokalangou.org/73977-alphabetisation-femme-nigerienne-quelles-avantages-inclusion>, (05 juillet 2024).
- [35] *Guinée Taux d'alphabétisation*, https://www.indexmundi.com/fr/guinee/taux_d_alphabetisation.html (05 juillet 2024).
- [36] Ndenzako, J., *L'emploi dans le Sahel et dans le monde*. [Online] Available: <https://poverty-action.org/sites/default/files/Session%201%20-%20L%E2%80%99emploi%20dans%20le%20Sahel%20et%20dans%20le%20monde.pdf> (11 juin 2024).
- [37] Action contre la faim, *Rapport annuel de 2020 du Groupe Régional de Travail Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle*, 2021. [Online] Available: https://www.actioncontrelafaim.org/wp-content/uploads/2021/12/RapportAnnuel2020_web.pdf (21 juin 2024).
- [38] *Classement des pays ayant le plus faible produit intérieur brut (PIB) par habitant dans le monde en 2023*. [Online] Available: <https://fr.statista.com/statistiques/917055/pays-les-plus-pauvres-monde/> (11 juillet 2024).
- [39] Gildas, D., *Sahel: quand la corruption entrave la lutte contre le terrorisme*, 2023. [Online] Available: <https://www.voaafrique.com/a/sahel-quand-la-corruption-entrave-la-lutte-contre-la-corruption/7315941.html> (11 juillet 2024).
- [40] Radio France Internationale, *Corruption au Mali: 153 milliards de FCFA détournés en deux ans*, 2015. [Online] Available: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20150507-corruption-mali-150-milliards-fcfa-detournes-deux-ans> (11 juillet 2024).
- [41] *L'équipe de Perspective monde*. [Online] Available: <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/1915>, (19/10/2022).
- [42] Sidibé, M., *Le Mali au cœur des processus inachevés*, 2022. [Online] Available: <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mali/18969.pdf> (02 septembre 2023).
- [43] Tv5 Monde, *Guinée: l'ex-Premier ministre Kassory Fofana poursuivi pour « détournements » de fonds Covid*, 2022. <https://information.tv5monde.com/afrique/guinee-lex-premier-ministre-kassory-fofana-poursuivi-pour-detournements-de-fonds-covid> (06 décembre 2023).
- [44] Assanvo, W., « Etat de la menace terroriste en Afrique de l'ouest », *Note d'analyse*, n°12, pp.9-10, juillet 2012.
- [45] Mehdi, T., « La réalité de la menace de l'AQMI à la une des révolutions démocratiques au Maghreb », *Géostratégiques*, n°32, p.281, 3^e trimestre 2011.
- [46] Curtis, J.-F., *Sahel: le terrorisme adopte la mutualisation*, 2017. [Online] Available: <https://www.strategie-ci.com/sahel-le-terrorisme-adopte-la-mutualisation> (24 mars 2023).
- [47] En Haoussa, l'une des langues parlée au Nigeria, boko haram signifie l'éducation occidentale est péchée.
- [48] Bamba Gaye, S., *Connexion entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et trafic illicite au sahel*, Dakar, Friedrich-Ebert-Stiftung, pp.14-15, 2017. [Online] Available: <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/14175.pdf> (11 juillet 2024).
- [49] TV5 Monde, *Amnesty International, la dénonciation de livraisons d'armes au sahel*, 2021. [Online] Available: <https://information.tv5monde.com/afrique/amnesty-international-denonce-les-livraisons-darmes-au-sahel-14510> (24 juillet 2022).
- [50] Amnesty International, *Sahel. Des fusils serbes identifiés parmi les armes utilisées par des groupes armés violents*, 2021. [Online] Available: <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/08/sahel-amnesty-identifies-serbian-weapons-in-stockpiles-of-brutal-armed-groups/> (24 juillet 2022).
- [51] Ping, J., *L'Union africaine et la Crise libyenne: remettre les pendules à l'heure*, La Lettre du Président, N°1, Novembre 2011. [Online] Available: https://au.int/sites/default/files/pressreleases/24623-pr-lettre_du_president_de_la_commission_de_lua_-_francais.pdf (06 juillet 2024).
- [52] Soudan, F., *Idriss Déby Itno: « Si la Libye implose, les conséquences seront incalculables pour la région »*, 2021. [Online] Available: <https://www.jeuneafrique.com/192169/politique/idriss-d-by-itno-si-la-libye-implose-les-cons-quences-seront-incalculables-pour-la-r-gion/> (11 juillet 2024).
- [53] Rich, David, *Départ de la Minusma: entre le Mali et la mission de l'ONU, un divorce devenu inévitable*, 2023. [Online] Available: <https://www.france24.com/fr/afrique/20230630-d%C3%A9part-de-la-minusma-entre-le-mali-et-l-onu-un-divorce-devenu-in%C3%A9vitable> (07 juillet 2024).
- [54] Dawit, Yohannes et Meressa K. Dessu, *Que révèlent les manifestations sur le maintien de la paix de l'ONU en Afrique ?*, 2022. [Online] Available: <https://issafrica.org/fr/iss-today/que-revelent-les-manifestations-sur-le-maintien-de-la-paix-de-lonu-en-afrique> (07 juillet 2024).
- [55] Washington Forum, *Les opérations de maintien de la paix*, 2023. [Online] Available: <https://www.youtube.com/watch?v=vs7WGs3anG0> (11 juin 2024).
- [56] *L'opération Harmattan*, 2011. [Online] Available: <https://archives.defense.gouv.fr/operations/missions-realisees/monde/operation-harmattan-2011/dossier/l-operation-harmattan.html> (06 juillet 2024).

- [57] Le Figaro, *Nicolas Sarkozy en pointe dans le conflit en Libye*, 2021. [Online] Available: <https://www.lefigaro.fr/international/2011/10/20/01003-20111020ARTFIG00766-nicolas-sarkozy-en-pointe-dans-le-conflit-en-libye.php> (11 juillet 2024).
- [58] *Sarkozy pas favorable à une opération militaire en Libye*, 2011. [Online] Available: https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/sarkozy-pas-favorable-a-une-operation-militaire-en-libye_1615677.html (07 juillet 2024).
- [59] Lema, L., *En Libye, la guerre de Sarkozy?*, 2018. [Online] Available: <https://www.letemps.ch/opinions/libye-guerre-sarkozy>, (07 juillet 2024).
- [60] Le Nouvel Obs, *Quand Kadhafi assurait avoir financé la campagne de Sarkozy*, 2014. [Online] Available: <https://www.nouvelobs.com/monde/20140128.OBS4066/quand-kadhafi-assurait-avoir-finance-la-campagne-de-sarkozy.html> (07 juillet 2024).
- [61] Agence France-Presse, *Principaux acteurs étrangers en Libye: qui veut quoi ?*, 2020. [Online] Available: <https://fr.timesofisrael.com/principaux-acteurs-etrangeurs-en-libye-qui-veut-quoi/> (07 juillet 2024).
- [62] Magerisi, T., « Les enjeux géostratégiques de la guerre civile en Libye », in *Bulletin de la sécurité Africaine*, n°37, pp. 1-10, Juillet 2020.
- [63] Ndiaye., O., *Sahel: la France dans une guerre multiforme*, Mémoire de Maitrise, Université de Paris, Panthéon Sorbonne, Chaire de grands enjeux stratégiques contemporains, 2022, p.1.
- [64] Guisnel, J., *Driant et Hollande installent l'opération Barkhane*, 2014. [Online] Available: https://www.lepoint.fr/monde/le-driant-et-hollande-installent-l-operation-barkhane-16-07-2014-1846497_24.php (11 juillet 2024).
- [65] Larcher, L., *Barkhane, un bilan en demi-teinte*, [Online] Available: <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Barkhane-bilan-demi-teinte-2016-08-01-1200779505> (12/08/2022).
- [66] Studio Tamani, *Barkhane au Mali 2 ans après: « bilan mitigé »*, 2016. [Online] Available: <https://www.studiotamani.org/92280-barkhane-au-mali-2-ans-apres-bilan-mitige> (14 mai 2023).
- [67] Bourgery-Gonse, T., *Le coup d'État au Niger finit d'enterrer la stratégie militaire française au Sahel, selon des experts*, 2023. [Online] Available: <https://www.euractiv.fr/section/afrique/news/le-coup-detat-au-niger-finit-denterrer-la-strategie-militaire-francaise-au-sahel-selon-des-experts/> (11 juillet 2023).
- [68] Galy, M. et al., *La guerre au Mali, Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre*, Paris, La Découverte, 2013, p.196.
- [69] Ki-Zerbo, J., *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978. p.516.
- [70] Jeune Afrique, « Guinée: Alpha Condé pointe la « responsabilité » de la France dans le retard du pays », article publié le 30 septembre 2018, [Online] Available: <https://www.jeuneafrique.com/depeches/637214/politique/guinee-alpha-conde-pointe-la-responsabilite-de-la-france-dans-le-retard-du-pays/> (consulté le 11 juillet 2024).
- [71] Selon Fortunat Bokeka Lingoto, « le Présiroi » fait allusion au président de la république à vie; de mandat illimités à l'instar du président chinois Xi Ji-Mping; dans la longévité au pouvoir dans une république, à l'exemple de Paul Biya du Cameroun, Paul Kagamé du Rwanda, Théodore obianga Ngema de Guinée Equatoriale.